

La Lettre du CEFRES

Centre français de recherche en sciences sociales de Prague
USR 3138 du CNRS-MAEE
Vyšehradská 49, 128 00 Praha 2, CZ
www.cefres.cz

Numéro 27
avril 2009

Éditorial

Focus

Recherche

L'industrie automobile tchèque en péril ?

EU-Consent : *Social movements and public action. Lessons from environmental issues*

Le traitement des héritages culturels du XIX^e siècle sous les régimes communistes centre-européens des années 1940 à 1960

Conférence

Fécondité et politiques des âges de la vie en France et dans les pays de Visegrad

Publications du CEFRES

Distinctions et publications des membres

Agenda

Ateliers & conférences

Atelier en sciences sociales de Prague

Atelier en sciences historiques de Prague

Éditorial

De la réunification au désenchantement ?

1989-2009 : vingt années se sont écoulées depuis la chute du mur de Berlin et la disparition du bloc de l'Est. En mai prochain, l'UE fêtera l'anniversaire du grand élargissement de 2004 qui a vu l'intégration de dix nouveaux Etats dont huit appartenant à l'Europe centrale et balte. Pour marquer cette série d'anniversaires, des célébrations sont programmées. Pourtant, six mois après l'irruption de la crise financière internationale, l'Europe subit l'épreuve de la récession et les nouveaux pays membres n'échappent pas à la violence de la crise économique¹. Prompts à s'emparer des signes d'inquiétude, les médias ont remis au goût du jour le terme « Europe de l'Est »². Que signifie le retour de ce vocable qui renvoie à une dichotomie Est-Ouest dépassée ? Que laisse-t-il transparaître ? Une mise à distance de cet ensemble de pays d'Europe centrale et orientale plongés dans la tourmente ou pire, une stigmatisation, comme si l'Est faisait peser une menace d'affaiblissement pour l'UE ?

Ces questions donnent à réfléchir. Cette partie de l'Europe ne constitue en aucun cas un ensemble territorial homogène, cohérent et structuré.

Publications du CEFRES

Jacques RUPNIK et Jean-Marc BERTHON (dir.) : **Dialogues sur l'Europe** = *Dialog o Evropě*, Prague, CEFRES, 2009, 144 + 166 p.

Études du CEFRES. N° 14, « **Aux sources de l'idée d'union européenne** ». 54 p. Consulter en ligne : <http://www.cefres.cz/publications/etude14.pdf>

Coéditions :

Revue d'études comparatives Est-Ouest. 40-1, *La République tchèque de l'intégration à la présidence de l'Union européenne*, mars 2009. Numéro coordonné par M.-C. MAUREL et M. PEROTTINO.

¹ Faut-il rappeler que trois d'entre eux, la Lettonie, la Hongrie, la Roumanie ont été contraints de faire appel au Fonds monétaire international ?

² À Prague, un article, paru dans *Mladá fronta dnes*, le 24 mars, titrait : « Sommes-nous en Europe de l'Est ? ».

Cela, pour deux séries de raisons, au moins. D'une part, des facteurs qui tiennent à l'histoire. Même s'il existe une appartenance à une communauté de culture, perceptible à Prague, Cracovie, Budapest, l'espace central européen est couturé de frontières. Entendons par là les lignes historiques de partage entre les grands empires, les clivages d'ordre religieux et culturel qui restent des lignes de fracture. D'autre part, des discontinuités économiques sont durablement inscrites dans l'espace. Elles s'expriment par un gradient Ouest-Est de décroissance de la richesse économique (parfois qualifié de gradient de « modernité »). Les nouveaux membres d'Europe centrale se trouvent en situation d'interface, au contact des économies occidentales à haut niveau de développement et des pays du voisinage, concernés par le partenariat oriental.

Cet ensemble médian traverse depuis deux décennies un double mouvement de décomposition et de recomposition. Du fait de l'éclatement des fédérations (soviétique, tchécoslovaque, yougoslave), la carte du continent a été redessinée et a subi un processus brutal de fragmentation en cellules étatiques de petite dimension (Slovénie, États baltes, Slovaquie, République tchèque). Ce processus est porteur de division. Loin de se résorber, il a tendance à se renforcer. En même temps, un mouvement plus lent d'intégration dans des réseaux institutionnels de plus grande ampleur a progressé. Ces avancées doivent être soulignées. Si l'adhésion à l'OTAN a permis la réinsertion des anciens pays de l'Est dans le réseau de sécurité internationale, c'est l'UE qui a constitué le pôle attracteur et rassembleur. L'intégration des pays d'Europe centrale et balte dans l'UE a favorisé une convergence économique lente mais réelle.

Les nouveaux pays membres qui avaient renoué avec la croissance, à partir du milieu des années 90, ont vu leur PIB progresser à des taux supérieurs à ceux enregistrés par les anciens pays membres. Cette croissance s'est accompagnée d'un fort développement du commerce intra-européen. Les économies centre-européennes sont entrées dans la mondialisation, leurs territoires ont été mis en compétition par les firmes globales qui ont pénétré les marchés et restructuré l'appareil productif. La périphérie centre-européenne est devenue la zone d'expansion du capitalisme financier (avec l'implantation des grandes banques occidentales) et industriel avec les investissements directs des firmes étrangères. La transition vers l'économie de marché a favorisé l'émergence de capitalismes dont les formes nationales sont diverses. Après avoir donné la priorité à la modernisation de leurs économies, grâce à l'arrivée des investissements directs étrangers, ces pays ont abordé une phase de revalorisation des niveaux de vie, facilitée par la manne des fonds structurels. Leur croissance a été tirée, au cours des années récentes, par la demande domestique alimentée par le besoin de rattrapage des niveaux de vie des consommateurs. Convertis au libéralisme économique, les pays d'Europe centrale se sont tournés vers les modèles sociaux prônés par les grandes institutions internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale). L'objectif de la convergence économique a pris le pas sur la cohésion sociale si bien que les sociétés des nouveaux entrants sont devenues fortement inégalitaires. Les gouvernements post-communistes ont rompu avec les politiques sociales de solidarité comme l'attestent la faible indemnisation du chômage, l'évolution des régimes de retraite (l'orientation vers les régimes de capitalisation), la faible attention aux services d'intérêt général, la tendance au démantèlement des systèmes de protection sociale.

Regional disparities in Central Europe (dir. Peter GAJDOŠ). Bratislava, Institut de sociologie de l'Académie slovaque des sciences, 2008, 251 p.

Publications des membres du CEFRES

Charles Albert Bohan

Avec Rozenblat C. et Benet G., « Les réseaux d'entreprises multinationales et l'attractivité des villes d'Europe Centrale », *Annales de géographie*, n° 664 (6/2008), p. 70-84.

Avec Rozenblat C. et Benet G., « Multinational Corporate Networks in Central European Cities », in (dir. Peter Gajdoš) *Regional disparities in Central Europe*, Bratislava, Sociologický ústav Slovenská akadémia vied, 2008, p. 195-212

Paul Bauer

« Enjeux mémoriels et développement local dans les régions frontalières de Bohême », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* n°4, 2008, p. 165-185.

David Cadier

« L'affaire du bouclier anti-missile », *TELOS*, Janvier 2009. www.telo-eu.com

Jiří Hnilica

Avec Annie Petit, *Histoire des sections tchécoslovaques à Nîmes 1924-2007*. Nîmes 2008, 75 p.

« Do Paříže? Cesty českého studenta za vzděláním v první polovině 19. století. » (À Paris ? Les séjours d'études à l'étranger des étudiants tchèques dans la première moitié du XX^e siècle.) *Pražský student : Univerzitní studenti v dějinách Prahy. Publikace k výstavě, Clam-*

On peut avancer l'idée que la crise va jouer le rôle de révélateur de la fragilité de ces transformations. Depuis quelques mois, l'Europe centrale est rattrapée par la crise, une crise qu'elle n'a pas vu venir. Les économies ont été tardivement et inégalement touchées car elles n'étaient pas dans une position similaire et présentent de ce fait une inégale vulnérabilité. Certaines étaient en crise bien avant : la Hongrie, les Etats baltes (Lettonie et Estonie entrés en récession dès 2008). D'autres, connaissaient une bonne situation relative : Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Slovaquie, ces deux dernières économies étant relativement protégées des fluctuations monétaires du fait de leur appartenance à la zone euro. Enfin la Roumanie et la Bulgarie, entrées en 2007, sont plus exposées en raison de restructurations moins avancées et de déficits extérieurs plus graves.

Il n'y a donc pas d'effet homogène de la crise mondiale sur les pays d'Europe centrale, ni *a fortiori* de réponse globale. Chacun souhaite se démarquer de son voisin dont il juge la situation plus compromise. Les germes de division existent et si l'on n'y prête garde leur développement pourrait entraîner une dissolution des solidarités au sein de l'Union.

Marie-Claude Maurel

Focus

L'industrie automobile tchèque en péril ?

Deux décennies d'investissement

Depuis 1990, la République tchèque est le pays qui reçoit le plus d'investissements directs étrangers par habitant de toute la zone d'Europe centrale et orientale. Le pays est connu pour sa tradition automobile ancienne. Il concentre de nombreuses localisations de l'industrie automobile centre européenne. Le pays accueille trois grands constructeurs majeurs : Le tchèque Škoda, du groupe Volkswagen, situé à Mladá Boleslav, la *joint venture* TPCA entre Toyota et PSA, située à Kolín et le tout nouveau groupe Hyundai qui débute sa production à Nošovice (figure 1).

Les équipementiers les plus importants sont pour la plupart des groupes transnationaux comme les allemands Bosch et Continental, l'américain TRW, le japonais Denso ou les français Faurécia et Valéo (figure 1).

Les exportations tchèques – au premier rang desquelles les automobiles – représentent un quart du PIB national et cette dépendance vis-à-vis des exportations, principalement orientées vers l'Europe occidentale, pèse dans la balance des paiements de la République tchèque.

Le secteur automobile tchèque est touché de plein fouet par une crise multiple qui affecte particulièrement ses clients. L'emploi se trouve particulièrement touché et l'on observe dans un premier temps (dès octobre 2008), de nombreux départs anticipés à la retraite, la non-reconduite de contrats intérimaires puis des suppressions de postes à durée indéterminée.

Gallasův palác, 14. listopadu 2008 - 1. února 2009, Praha, Scriptorium 2008, p. 111-118.

Christian Jacques

- « Le Centre contre les expulsions de Berlin. Un débat centre-européen autour de la 'culture mémorielle' » *Revue d'Allemagne*, 40/3, 2008, p. 421-436.
- « Des Wandervögel de Bohême aux Wandervögel sudètes » *Recherches germaniques*, 56, 2009, p. 193-207

Roman Krakovsky

- « Continuity and Innovation : Itineraries of the May Day Ritual in Czechoslovakia », in Balazs Apor, Peter Apor, E. A. Rees (éd.), *The Sovietisation of Eastern Europe. New Perspectives on the Postwar period*, Washington, New Academia Publishing, 2008, p. 135-147.
- « Slovaquie. La star économique de la région », in *Encyclopédie de l'État du monde 2008*, Paris, La Découverte, 2008.
- « Camera Obscura. Tábor vojny a tábor míru » [Camera obscura. Camp de guerre et camp de paix], *Dějiny a současnost*, 6 (2008), p. 52.
- « The Peace and the War Camp. The Representation of the Cold War in Czechoslovakia », *Journal for Transatlantic Studies*, 2 (2008), p. 158-167.

Claire Madl

- « Představy o jazycích a jejich užívání (příklad jednoho osvícenského aristokrata » [Représentations et pratiques linguistiques d'un aristocrate des Lumières], dans (dir. Daniela Tinková, Jaroslav Lorman) *Post tenebras spero Lucem*, Prague, Faculté des lettres, Université Charles, p. 230-246.

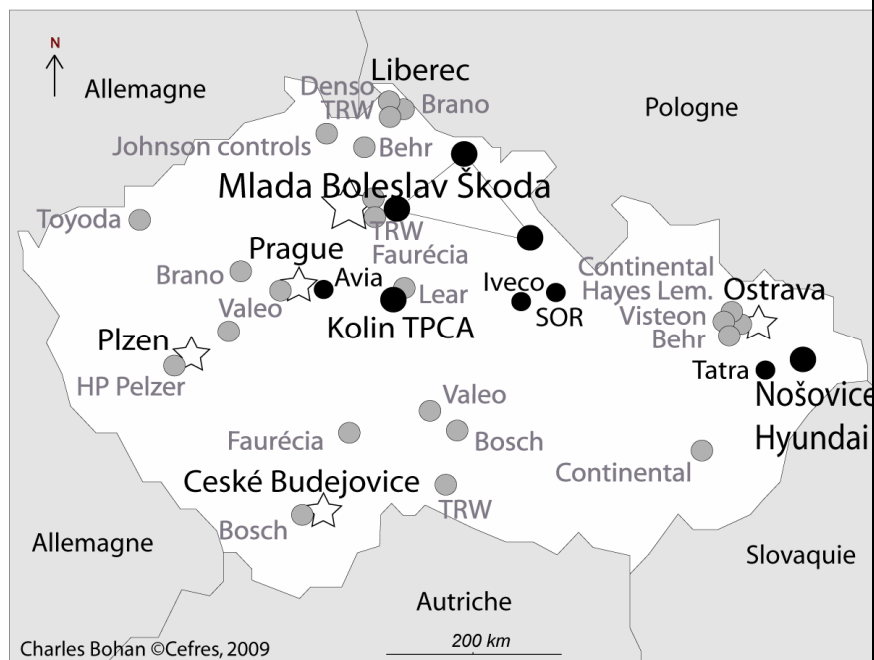
Tous les constructeurs et équipementiers sont touchés par cette crise à part quelques exceptions. Les deux seuls grands groupes n'ayant pas encore licencié en République tchèque sont d'une part TPCA, proposant de petits modèles se vendant actuellement bien en Europe (Peugeot 107, Citroën C1, Toyota Aygo) et d'autre part le coréen Hyundai qui recrute puisqu'il démarre la production de ses modèles i30.

D'octobre à décembre, on a enregistré en République tchèque une vague de licenciements dans le secteur à hauteur de 10 000 emplois et certains observateurs en prévoient encore 10 000 durant l'année 2009 (Mladá Fronta, décembre, 2008).

Cela représente un nombre d'emplois conséquent par rapport au total des salariés travaillant dans ce secteur. C'est donc près de 16,7% des emplois du secteur que l'on s'attend à voir disparaître d'ici la fin de l'année, puisqu'on estime à 120 000 le nombre de personnes travaillant dans cette industrie, en y comptant les emplois directs dans la production, les équipementiers, la réparation et le commerce. Parmi ces 120 000 emplois, 33 000 personnes travaillent directement dans l'assemblage de véhicules.

En comparaison, en France, l'INSEE (2008) estime à 570 000 le nombre de ces emplois pour la même catégorie d'industrie (production, équipementiers, réparation et commerce) ce qui représente donc 2,2 % de la population active. La République tchèque présente des ratios équivalents, soit 2,3% de sa population active.

Figure 1. Les pôles majeurs de l'industrie automobile tchèque



Le constructeur Škoda est largement le plus gros employeur du pays avec 23 000 employés et possède trois sites d'assemblage à Mladá

Pascal Marty

Avec S. Caula, G.T. Hvenegaard : « The influence of bird information, attitudes, and demographics on public preferences toward urban green spaces: the case of Montpellier, France » *Urban Forestry and Urban Greening*, 8-2, 2009, p.117-128.

Marie-Claude Maurel

« Structural diversity and territorial disparities in rural Poland » in (dir. Peter Gajdoš) *Regional disparities in Central Europe*, Bratislava, Sociologický ústav Slovenská akadémia vied, 2008, p. 67-86.

« Pierre George "compagnon de route", une trajectoire d'engagement » *Cahiers de géographie du Québec* vol. 52, n° 146, sept. 2008, p. 319-324.

Avec Michel Perottino, « La République tchèque à la veille de la présidence » *Revue française d'études comparatives Est-Ouest*, 1-2009, p. 5-18.

Michel Perottino

Avec Marie-Claude Maurel, « La République tchèque à la veille de la présidence » *Revue française d'études comparatives Est-Ouest*, 1-2009, p. 5-18.

Odešiel budovateľ francouzské politologie – Jacques Lagroye [Disparition de l'un des fondateurs de la science politique française – Jacques Lagroye], *Acta Politologica*, Vol. 1, n° 1, 2009, p. 78-81.

Štěpánka Pfeiferová

« Matky samoživitelky na trhu práce » [Les mères isolées sur le marché du travail], dans : (dir. R. Dudová) *Nové šance a rizika: flexibilita práce, marginalizace a soukromý život u vybraných povolání a*

Boleslav, Vrchlabí et Kvasiny. Au mois de décembre 2008, le groupe a arrêté sa production pendant trois semaines. Ce sont plus de 23 000 personnes qui ont été mises au chômage technique, soit la plus longue interruption dans l'histoire du groupe.

Le deuxième employeur est Toyota Peugeot Citroën Automobile qui emploie 3000 personnes. En troisième position se place l'équipementier Bosch de České Budějovice avec près de 2000 employés. Actuellement, le constructeur Hyundai, implanté récemment, emploie 1800 personnes mais prévoit un effectif de 3400 personnes en 2011, lorsque sa production aura atteint le plein régime.

Le marché intérieur seul, même s'il est soutenu, ne peut garantir la bonne santé de l'industrie si ses partenaires commerciaux ne suivent pas le rythme de croissance. Par exemple, Škoda Auto destine plus de 83% de sa production à l'exportation (*Les Échos*, 2009). À lui seul, le constructeur tchèque représente 7,5% du total des exportations du pays (*Les Échos*, 2009).

Les raisons de la crise

Les crises que subit le secteur sont multiples et transnationales. La première cause, qui constitue l'étincelle de cette crise, est énergétique et remonte aux envolées du prix du baril de pétrole de l'année dernière. Alors qu'il s'élève aujourd'hui à 53 dollars, il atteignait plus de 145 dollars en juillet 2008. Plus que le prix actuel de l'essence, qui se trouve plutôt bas, ce sont les fluctuations permanentes qui interdisent aux consommateurs toute prévision sur le long terme et freinent donc les achats. Deuxièmement, les populations sont touchées par une crise du pouvoir d'achat, conséquence d'une augmentation des prix à la consommation. Le remplacement d'une automobile passe alors au second rang parmi les priorités des ménages européens.

En troisième lieu seulement, apparaît la crise financière qui entraîne une crise du crédit qui concerne pratiquement tous les secteurs. Les banques tentent actuellement de reconstituer leurs fonds propres et limitent en conséquence les crédits à la consommation accordés aux ménages.

Enfin, la prise de conscience de la cause environnementale induit une crise de la demande. Allié aux fluctuations du prix de l'essence, ce dernier facteur, accroît chez les consommateurs une forte demande en faveur d'un changement radical des sources d'énergie proposées par les constructeurs. Les consommateurs, pas seulement européens, ont réorienté leurs achats vers des produits moins consommateurs d'énergie, en l'occurrence vers des automobiles de série A, de petites voitures qui consomment peu de carburant. Même si ces produits sont en vogue, les constructeurs n'y trouvent pas leur compte car ces modèles représentent peu de valeur ajoutée. De plus, une directive européenne encourage l'achat de ce type de voitures par des incitations à la consommation sous forme de *bonus malus* en fonction du taux de dioxyde de carbone émis par les différents modèles. Cette directive a notamment été anticipée par la France et doit être appliquée dans tous les pays de l'Union européenne à terme.

Cette situation environnementale peut être considérée comme une crise technologique car les constructeurs automobiles ne sont pas en mesure de proposer des produits suffisamment adaptés aux demandes

sociálních skupin [Risques et opportunités : la flexibilité au travail, marginalisation et vie privée dans certains métiers et certains groupes sociaux], Praha, SLON, 2008, p. 126-138.

Mathieu Plésiat

« Lire une souffrance sociale inextricable : la situation actuelle des Tsiganes en République tchèque » *Revue d'études comparatives Est-Ouest* n° 1, 2009, p. 223-246.

Pavel Sitek

« Le discours postcolonial à la française vu comme redescription méta-phorique de la réalité », *Migrations Société*, n° 120, 2008, p. 173-192.

Distinctions

- Le 18 février 2009, **Marie-Elizabeth Ducreux** (historienne, CNRS, EHESS, co-fondatrice et première directrice du CEFRES) a reçu le *doctorat honoris causa* de l'Université Charles de Prague.

- Le 24 mars 2009, **Jan Sokol** (philosophe, signataire de la Charte 77 puis cofondateur et doyen de la Faculté des sciences humaines de l'Université Charles, Prague) a reçu les insignes d'officier de la Légion d'honneur.

- Les 26 et 27 mars 2009, **David Cadier** (doctorant en science politique, cf. chapitre « Recherche »), lors de la session conclusive de EU-CONSENT à Bruxelles, a reçu le 3^e prix du PhD Centre pour sa présentation "CFSP and Central European Strategic Cultures: The Visegrad Countries and the Georgian Crisis" au EU-CONSENT PhD Market 2009 *Theoretical*,

des consommateurs. La forte demande de petits modèles de série A, ainsi que le développement de véhicules hybrides aurait pu être anticipés par les constructeurs. Le secteur automobile semble avoir atteint ses limites en termes de recherche et développement avec la technologie des batteries au lithium ion (voitures électriques) et la commercialisation de véhicules hybrides quasi absente chez les constructeurs européens.

Signaux d'optimisme pour l'avenir

Cependant, malgré cette crise, les investisseurs du secteur continuent de s'implanter en République tchèque. Le coréen Hyundai se déclare plutôt optimiste pour l'avenir et continue d'embaucher comme le groupe TPCA de Kolín. D'ailleurs, les spécialistes du secteur prévoient encore cinq ans d'investissements en République tchèque et dans toute la zone d'Europe centrale (Pavlinek et al, 2009). Le plan de soutien automobile français, même s'il est décrié comme protectionniste par le gouvernement tchèque démissionnaire, favorise aussi l'industrie tchèque car les champions nationaux français Renault et PSA sont présents partout en Europe, et l'argent déboursé (soit 6 millions d'Euros répartis entre les deux groupes) permet d'investir dans les secteurs en difficulté à une échelle paneuropéenne. Egalement, la banque européenne d'investissement (BEI) a déboursé 3 millions d'Euros pour aider huit constructeurs européens (dont Škoda au sein du groupe Volkswagen).

Contrairement à d'autres pays européens, l'ancien gouvernement de Mirek Topolánek s'est refusé à aider le secteur automobile par le biais de financements ou de mesures incitatives à la consommation pour soutenir l'industrie automobile tchèque. Par cette décision s'exprime la volonté de l'ancien gouvernement de rester fidèle à la devise de sa présidence de l'Union européenne : « Une Europe sans barrières », position fortement libérale caractérisée par une non-intervention de l'Etat dans le secteur privé. Ce non-interventionnisme affirmé, ou refus d'une « régulation exagérée », selon les propos de l'ancien Premier ministre, renvoie également l'image d'un gouvernement optimiste dans ses capacités à sortir de la crise.

Dès le début de l'année 2009, les ventes ont repris en Europe, stimulées par les plans lancés dans d'autres pays. Par exemple, la prime à la casse a été introduite dans neuf pays de l'Union européenne dont la France et l'Allemagne.

Les usines produisant des modèles de série A tournent désormais à plein régime comme celles de TPCA et la production de modèles Fabia chez Škoda. D'ailleurs, la firme tchèque est confrontée à un problème qu'elle n'a pas prévu : le manque de main d'œuvre, car elle a licencié la plupart de ses employés recrutés par les agences de recrutement. Les syndicats refusent d'accorder au groupe le droit d'introduire des heures supplémentaires. Aussi, les ventes des sous-traitants augmentent ce qui entraîne un effet très positif car ils emploient des dizaines de milliers de personnes, souvent dans des régions où il est difficile de trouver un emploi.

Charles Bohan, charles@cefres.cz

institutional and policy dimensions of EU deepening and widening, Bruxelles, février 2009.

Agenda

Lundi 6 avril 2009, 9h, au CEFRES

Boris Gobille (politiste, maître de conférences à l'ENS-LSH) : « Le néo-libéralisme en France et ses contestations altermondialistes »

Le 8 avril 2009, 14h, au CEFRES

Usages de l'histoire, mythes nationaux en constructions et déconstructions (Hongrie, Tchécoslovaquie)

Étienne Boisserie (INALCO / CEEM)
András Kányádi (INALCO / CEEM)

Jeudi 9 avril, 11h, au CEFRES

Jacques Paviot (Université Paris XII) :
« Définir la croisade »

Jeudi 16 avril 2009, 11h, au CEFRES

Sophie Cassagnes-Broucquet (Université de Toulouse II-Le Mirail) : « Écriture de l'histoire, écritures d'histoire »

Jeudi 23 avril 2009, 9h au CEFRES

Terrains croisés et histoire orale
rencontre du groupe de recherche ANR Archi-goulag avec des partenaires tchèques (séminaire fermé).

Lundi 4 mai 2009, 9h30, au CEFRES

Michel Sennellart (philosophe, professeur à l'ENS-LSH) :
« La question du libéralisme selon Michel Foucault »

Mercredi 6 mai 2009, 10h, au CEFRES

Les arts et les lettres du XIX^e siècle à l'épreuve des « adaptations » (Union soviétique, Bulgarie)
Catherine Géry (INALCO/Centre de recherches russes et euro-asiatiques) Marie Vrinat-Nikolov (INALCO/CEEM).

Jeudi 7 mai, 9h, au CEFRES

Recherche

EU-Consent : *Social movements and public action. Lessons from environmental issues*

- Vendredi 23 janvier 2009, au CEFRES

Atelier : Mouvements sociaux et action publique. Les leçons des enjeux environnementaux.

Le CEFRES a organisé le vendredi 23 janvier 2009 un atelier sur le thème « Mouvements sociaux et action publique ». Cette conférence a eu lieu dans le cadre des activités de l'équipe 14 du *workpackage V* (« Democracy, Legitimacy and Identities: Citizens on the Construction of Europe ») du réseau d'excellence du 6^{ème} PCRD « EU-CONSENT » (Wider Europe, Deeper Integration?). Dans ce réseau, l'équipe 14 mène des travaux sur la place des acteurs sociaux dans l'action publique au sein des nouveaux Etats membres de l'Union Européenne. Dans un contexte d'évolution de l'action publique, il s'agit d'étudier comment les acteurs sociaux mobilisent les ressources européennes et entrent dans l'arène européenne. Les questions environnementales prennent très légitimement place dans cette interrogation. C'est un des domaines les plus investis par les politiques publiques européennes, mais également par la société civile (partis politiques verts, associations de défense de l'environnement). Enfin, la prise en compte de l'environnement par l'action publique met fortement en avant la consultation du public et la participation des acteurs sociaux à la prise de décision.

Cette journée a d'abord été consacrée à l'analyse des modes d'action des acteurs sociaux dans les questions environnementales, à l'échelle globale au sein des négociations pour le climat (A. Dahan-Dalmedico, CNRS, centre Koyré, Paris) puis en République Tchèque avec l'analyse des mouvements protestataires (N. Maslowski, Université Paris X et Collegium Minor à Prague), du parti vert (M. Perottino (CEFRES, Prague), et des associations de défense de l'environnement (S. Devaux, CEFRES, Prague et Institut P. Werner, Luxembourg et O. Cisař, Université Masaryk, Brno). La deuxième partie de la journée a porté sur les enjeux de la participation des acteurs à la mise en œuvre des politiques publiques d'environnement et de développement local. Les interventions ont porté sur les politiques européennes d'évaluation environnementales des plans et programmes (P. Marty, CNRS, CEFRES, Prague), sur la mise en œuvre des programmes de développement local en République Tchèque (M. C. Maurel, EHESS, Paris et CEFRES, Prague), sur la place de l'environnement dans ces initiatives en Moravie du sud (A.-L. Lereboullet, ENS Lyon et Université Masaryk, Brno). La journée s'est conclue par une communication (J. Ungerman, association Veronica) sur les actions de démonstration menées en Moravie par une association de défense de l'environnement.

Cette journée a permis de faire émerger les points suivants.

Olivier Chaline (Université Paris IV-Sorbonne) : « Le roi face aux épreuves – Louis XIV en 1711-1712 »

Michel Zink (Collège de France) : « La matière du Graal »

Ateliers en sciences sociales « penser les libertés, revisiter le libéralisme »

- Lundi 2 mars 2009, au CEFRES

Pierre Manent (Philosophe et historien, directeur d'études à l'EHESS)

Le libéralisme dans l'histoire politique de l'Europe

Pierre Manent a souligné que le libéralisme n'est pas une doctrine politique parmi d'autres. Il se confond avec le projet démocratique moderne dont le conférencier a d'abord cherché à définir l'intention, se gouverner soi-même, avant de situer ce projet dans son contexte, puis de souligner le caractère inédit de cette expérience sur le plan historique.

Le libéralisme est la doctrine à la lumière de laquelle les Européens ont résolu le problème politique qui se posait à eux. Comment réaliser le désir de se gouverner soi-même, désir consacré par les grands souvenirs de la Grèce et de Rome, alors que l'on vit sous l'autorité de l'Église chrétienne et dans le cadre universel défini par elle? L'hypothèse du libéralisme était qu'on pouvait le mieux gouverner les hommes en les considérant comme des individus et en les laissant libres. Cette doctrine s'est historiquement enracinée dans une forme politique particulière, la nation.

Plusieurs thèmes de réflexion ont été abordés dans la suite de l'intervention : la question du privé et

- Il n'y a pas d'autonomie de la question environnementale par rapport aux autres enjeux politiques et sociaux. Les acteurs sociaux actifs dans le domaine de l'environnement ont également des positions sur d'autres questions politiques (le féminisme, l'égalité sociale, la culture underground, l'altermondialisme, la résistance aux mouvements neo-nazis) ou économiques (le développement local, les énergies renouvelables, l'agriculture biologique).
- Concernant la dynamique des acteurs sociaux dans l'espace public, il existe un cadre d'analyse opératoire pour des groupes et ou des associations qui peuvent apparaître très divers si on prend en compte les contextes géographiques, politiques ou thématiques dans lesquels ils évoluent. Des pays du sud à l'Europe centrale, des questions locales aux enjeux globaux, on observe des trajectoires de professionnalisation et d'institutionnalisation avec des groupes qui passent de la protestation à l'expertise et à la gestion. Leur identité collective et leur cohérence interne sont fortement mis à l'épreuve par ces trajectoires.
- Les groupes et associations qui se situent dans une perspective plus gestionnaire sont souvent porteurs d'une expertise forte dans les domaines de l'environnement. Cette expertise est souvent nécessaire aux gouvernements et à leurs ministères de l'environnement pour la mise en œuvre des politiques publiques et notamment pour appliquer les textes européens.
- Cette entrée des acteurs sociaux dans les processus de décision est directement reliée aux enjeux de participation du public. Les associations représentent la société civile ; elles sont souvent actives dans les procédures de consultation. La participation du public est un moyen d'améliorer les processus démocratiques en prenant en compte les avis des différentes parties prenantes sur des sujets souvent controversés et, symétriquement, de participer à la mise en capacité des acteurs pour participer à ces débats. Par ailleurs, il est souligné que la participation peut très bien n'être qu'une manœuvre pour mieux faire passer des projets sur lesquels la consultation n'a aucun effet sauf celui de gagner une légitimité supplémentaire.
- La question de la construction de la légitimité des acteurs sociaux dans le champ politique et social a largement été traitée. Les questions d'environnement peuvent être utilisées comme des ressources pour investir le politique, que ce soit par la maîtrise de connaissances spécialisées ou par la protestation contre des plans ou des projets portés par les gouvernements.
- Enfin, la journée a montré que les modèles européens (harmonisation du fonctionnement des ONG, diffusion de l'idée de participation et du mode de décision « bottom-up ») avaient circulé et s'étaient diffusés dans les nouveaux Etats membres. La question se pose désormais de savoir si ces pays conservent une forte spécificité ou si les acteurs sociaux ont adopté des modes de fonctionnement qui présentent de forts points commun avec les « anciens » Etats membres.

du public, le rapport du libéralisme et de la religion, le problème du marché, les relations entre les nations et l'Union européenne. Devenus des « sujets », il semble que les individus ne sachent plus ni pourquoi ni comment ils devraient former des corps politiques. En conclusion, Pierre Manent a proposé de revenir à des cadres collectifs pour affronter la crise de notre existence commune. « Nous sommes peut-être parvenus au terme de l'ère libérale, non parce que le libéralisme a échoué, mais parce qu'il a trop complètement réussi ».

- Lundi 23 mars 2009, au CEFRES

Pierre-Cyrille Hautcœur (Économiste, directeur d'études à l'EHESS)
Crises financières et libéralisme : les leçons de l'histoire

Les grandes crises financières conduisent à des interventions publiques au nom du bien public qu'est la monnaie, ainsi que dans le but d'éviter le risque dit systémique. Ces interventions ont historiquement pris des formes variées, inégalement compatibles avec le libéralisme économique comme politique. Pierre-Cyril Hautcœur s'est appuyé sur ces exemples historiques pour envisager les formes d'intervention aptes à limiter durablement les crises financières sans rendre inefficace le fonctionnement du système financier.

La conférence a été suivie du séminaire doctoral du CEFRES, avec la participation de Pierre-Cyril Hautcœur : **Charles Albert-Bohan** (doctorant en géographie à l'Université Montpellier III) : « **Les recompositions de l'industrie automobile au sein de l'Europe élargie** »

La journée a confirmé que les questions d'environnement n'étaient pas confinées aux sciences bio-physiques et aux techniques. Les sciences humaines et sociales contribuent à montrer que les faits de nature sont également des faits politiques et sociaux.

Pascal Marty, pascal@cefres.cz

Le traitement des héritages culturels du XIX^e siècle sous les régimes communistes centre-européens des années 1940 à 1960

- Jeudi 12 mars 2009, au CEFRES

Première séance : Enjeux d'une historiographie littéraire en réécriture : l'exemple tchèque (années 1950)

En présence de Michal BAUER (Université de Bohême du Sud), Jiří BRABEC (Institut Masaryk de l'Académie tchèque des sciences) et Catherine SERVANT (CEFRES / Centre d'étude de l'Europe médiane). Avec l'aimable participation de Roman KRAKOVSKÝ (CEFRES) pour la traduction du tchèque.

Dans une contribution intitulée « Les "grandes traditions de la nation tchèque" en héritage : aspects du XIX^e siècle revu (et corrigé) autour de 1948 », Catherine SERVANT centre son propos sur l'acteur politico-culturel qui, dans le contexte tchécoslovaque d'après la Deuxième Guerre mondiale, a le plus activement entretenu, orchestré et amplifié la mise à l'honneur de la culture tchèque du XIX^e siècle, tout spécialement la promotion de valeurs associées à la *Renaissance nationale* : Zdeněk Nejedlý (1878-1962), professeur, ministre de l'Éducation nationale, président de l'Académie tchèque dès 1945, concepteur non point unique, mais majeur du programme culturel associé aux premiers temps du régime instauré en 1948, promoteur opiniâtre des deux « sommets » historiques tchèques que représentent à ses yeux *le hussitisme* et *le XIX^e siècle*.

Sans pouvoir rendre compte de l'itinéraire intellectuel et politique et des multiples travaux de cet universitaire et essayiste polyvalent, C. Servant évoque dans un premier temps deux aspects qui lui semblent décisifs pour aborder le rapport de Z. Nejedlý à l'histoire et la culture du XIX^e siècle : en premier lieu, la position délicate, et durable (en dépit des changements de contexte) de l'écrivain entre goût de la *tradition* et tentations de la *modernité* ; ensuite, le rapport évolutif de Z. Nejedlý à *l'histoire*, où l'historicisme romantique de la jeunesse, puis le positivisme fréquenté un temps lors des études universitaires, s'augmentent entre les deux guerres d'une appréhension « classiste » et marxiste-léniniste pour former la « philosophie de l'histoire » propre au Nejedlý de la maturité.

La seconde partie de l'exposé donne un aperçu de ce XIX^e siècle revisité et divulgué à grande échelle, dès 1945, par Z. Nejedlý, poursuivant la promotion sélective (entreprise près d'un demi-siècle plus tôt) d'un certain XIX^e siècle – ses grands patriotes et éveilleurs, mais aussi son panthéon parfois caricatural, ses références surfaites, et son cortège d'exclus. C. Servant examine les valeurs culturelles et le pouvoir de légitimation idéologique et politique que Nejedlý associe à une telle valorisation : au premier chef, le caractère *exemplaire* de la culture de la Renaissance tchèque, ère édicatrice, collective, populaire, patriotique et progressiste dont il puise principalement l'interprétation chez son maître à penser, le romancier historique Alois Jirásek (1851-1930). Le creuset du XIX^e siècle fournit à Z. Nejedlý le

Ateliers en sciences historiques

- Jeudi 26 février 2009

Journée en hommage à Jean-Pierre Vernant

La Journée à la mémoire de Jean-Pierre Vernant a été organisée à l'initiative du CEFRES en partenariat avec l'Association Jan Hus, l'Institut de philosophie de l'Académie des sciences et le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France. Elle avait pour intention de rendre hommage au fondateur de l'Association Jan Hus, créée en 1981 afin d'apporter une aide matérielle et intellectuelle aux universitaires tchécoslovaques victimes de la répression. Jean-Pierre Vernant, grande figure de pensée en sciences sociales françaises, avait participé aux activités du CEFRES dès sa création.

La journée s'est décomposée en trois temps. La session de la matinée a été consacrée à six communications qui ont contribué à éclairer sous divers angles, l'œuvre de ce grand savant, professeur au Collège de France, spécialiste de la Grèce ancienne, disparu en janvier 2007. Filip Karfík, Faculté des lettres, Université Charles à Prague, Françoise Frontisi, Collège de France, Jean-Louis Labarrière, Maison française d'Oxford, Jacques Message, Lycée Louis Thuillier d'Amiens, Jacques Revel, École des hautes études en sciences sociales, Gérard Wormser, École normale supérieure, Lettres et Sciences humaines de Lyon ont souligné l'originalité de la pensée de Vernant, philosophe de formation qui a développé des approches de psychologie historique et d'anthropologie historique sur des thèmes ayant trait aux formes de

fondement du programme qu'il entend imposer en temps de « reconstruction » culturelle tchèque, et lui sert de grille rassurante pour expliquer la situation contemporaine, l'inscrire dans une *continuité culturelle* avérée. Dans ses *Communistes – héritiers des grandes traditions de la nation tchèque* de 1946, il s'emploie à montrer que les communistes ne sont rien moins que les derniers maillons d'une chaîne d'édification nationale, politique et culturelle remontant au hussitisme et passant par l'étape décisive de la Renaissance nationale. C. Servant insiste enfin sur les répercussions *historiographiques* importantes de cette lecture réductrice et instrumentale du passé, principalement appuyée sur l'œuvre fictionnelle de Jirásek, et imposée en tant que substitut de l'histoire professionnelle.

Jiří BRABEC ouvre la discussion en revenant sur le rapport évolutif entretenu par le communisme (idéologie et pouvoir), des années 1920 à 1960, à la *modernité* – modernité de la fin de siècle, puis des avant-gardes de l'entre-deux guerres. Il souligne en effet combien le thème abordé dans ce séminaire, celui du retour à la tradition du XIX^e siècle sous les régimes communistes, est indissociablement lié à la question de la modernité.

Pourquoi le régime totalitaire intègre-t-il à son projet idéologique la tradition classique, dans une optique proprement « traditionaliste » ? Après 1917, le rapport des communistes à la tradition est au contraire plutôt négatif, la révolution se proposant comme une rupture radicale avec le passé. Suivent les années 1920, années d'effervescence *moderniste* en Union soviétique, où l'on voit mal comment intégrer les classiques russes (Dostoïevski, Tourgueniev, A. Ostrovski...). Or, cette époque prend fin dans la seconde moitié des années 1930, lorsque survient en URSS – comme en Allemagne – un changement radical dans l'appréhension des héritages du passé. Désormais rejetée comme contraire à la culture nationale, la modernité se voit supplantée par le *réalisme*. Selon J. Brabec, ce retour aux traditions nationales, en particulier (mais pas uniquement) celle du réalisme du XIX^e siècle, correspond avant tout à la quête d'un *modèle d'intégration* pour le présent, avec deux éléments fondamentaux : d'une part, l'identification d'un élément « ennemi » ; de l'autre, une perspective projective, une vision de l'avenir. En observant les littératures russe et tchèque, on peut constater à quel point certains auteurs et courants « classiques » se prêtent à une telle lecture : A. Jirásek dans le contexte tchèque, ou encore la lignée critique russe du XIX^e siècle.

Des années 1920 au milieu des années 1930, les communistes tchécoslovaques sont assez proches des avant-gardes et nettement réfractaires tant au réalisme qu'à l'historicisme, d'où leurs réserves critiques envers la « position conservatrice » incarnée par un Z. Nejedlý. Toutefois, après 1935, alors que s'impose le primat du « caractère populaire » (*lidovost*), tous les PC européens adoptent une nouvelle ligne idéologique – ce qui occasionne une tension croissante entre les avant-gardes et le Parti communiste, et une mise en valeur graduelle de la tradition de la prose réaliste russe de la seconde moitié du XIX^e siècle. Après-guerre, le roman et la nouvelle réalistes vont être proposés en modèles à la création littéraire contemporaine, y compris par les idéologues communistes tchèques. Il faut attendre les années 1960 pour que s'amorce la réhabilitation du modernisme et des avant-gardes tchèques.

J. Brabec compare enfin ce retour au passé caractérisant la culture des débuts du régime communiste en Tchécoslovaquie au contexte

croissance et de rationalité en Grèce ancienne, aux mythologies, au statut de la mémoire ou à celui de la personne.

La session de l'après-midi s'est tenue dans le cadre du cabinet d'études antiques de l'Institut de philosophie où ont été déposés les ouvrages sur l'Antiquité légués par Jean-Pierre Vernant à cette institution avec laquelle il été en contact étroit pendant plus de deux décennies. Ses collègues tchèques, ses amis de l'Association Jan Hus ont apporté leur témoignage sur son engagement et sur le fidèle soutien qu'il a manifesté à l'égard des intellectuels dissidents en organisant des séminaires clandestins pendant la « normalisation ». Pavel Oliva, Institut de philosophie, Académie des sciences de la RT, Jan Bažant, Institut de philosophie, Académie des sciences de la RT, Nathalie Roussarie, Association Jan Hus, et de nombreux autres collègues ont tenu à lui rendre un vibrant hommage.

La journée s'est conclue à l'Institut français de Prague par la projection d'un film sur « La pensée grecque », tourné par Marc Ferro, en 1992, qui met en scène une leçon de Jean-Pierre Vernant, entouré de ses disciples, Pierre Vidal-Naquet, Françoise Frontisi, François Hartog, tous membres du Centre de recherches comparées sur les sociétés anciennes, le Centre Louis Gernet, fondé par le maître. Un public nombreux, composé des représentants de toutes les générations, a participé à cette journée.

Dans le prolongement de cet hommage, le vendredi 27 février, le Président de l'Académie des sciences a remis la médaille Jan Patočka à

immédiatement antérieur du protectorat de Bohême-Moravie (1939-1945), où le rapport des Tchèques à l'héritage culturel national a également revêtu une importance cruciale, mais sous des jours différents – quoique les deux contextes soient pareillement marqués par un recours intensifié à la tradition pour aborder et légitimer le présent. Dans les premiers temps de la guerre (avant 1942 et l'assassinat de R. Heydrich), période d'une certaine « tolérance » allemande envers les Tchèques, mais où règne aussi la théorie de l'« art dégénéré », les protagonistes de la culture tchèque réagissent en opérant un nouveau « passage » (défensif) par les valeurs constituantes de la tchéquitude. Or, cette quête remonte le plus loin possible : jusqu'au X^e siècle. Ainsi réédite-t-on en 1940, à tirage énorme, la poésie des XIII^e et XIV^e siècles – auprès de la littérature ancienne, précise J. Brabec, l'époque met aussi l'accent sur la modernité tchèque. Il s'agit alors de montrer que la nation a des racines profondes, et profondément européennes. J. Brabec conclut en soulignant que ce mot d'ordre du « retour aux racines » en vigueur sous le protectorat se distingue donc nettement de l'historicisme associé plus tard au régime communiste.

En se proposant d'inscrire la question des héritages du XIX^e siècle dans la conjoncture culturelle tchèque de l'après-guerre, Michal BAUER rappelle tout d'abord que les limites posées explicitement à la liberté d'expression et de création après le « Coup de Prague » de février 1948 ont connu dès avant, pendant l'intermède 1945-1948, des précédents plus ou moins implicites. Les manifestations du jdanovisme en Union soviétique, dont l'épisode capital de l'affaire Zochtchenko-Akhmatova en 1946, provoquent ainsi chez les Tchèques des réactions contrastées : depuis l'universitaire Václav Černý (1905-1987), affirmant qu'il s'agit là d'une affaire interne à l'URSS ne les concernant en rien, et jusqu'aux journalistes du PCT, acceptant l'idée de répression culturelle et la jugeant applicable à l'échelle nationale, en passant par des condamnations vigoureuses, mais marginales, de tels procédés.

Après février 1948, le changement d'orientation de la politique culturelle tchèque se traduit initialement par la mise en œuvre de plusieurs « actions » d'envergure : M. Bauer mentionne le « Badge de Fučík » (*Fučíkův odznak*), opération à l'attention des adolescents lancée en 1949 par le Comité central de l'Union tchécoslovaque de la jeunesse ; et encore l'« Action Jirásek » (*Jiráskovská akce*), inaugurée début 1949 à l'initiative de Z. Nejedlý et sous l'égide du Président Gottwald, consistant notamment en l'édition à très grand tirage du prosateur historique Alois Jirásek. Ces deux actions sont initiées par le pouvoir à destination des lecteurs, auxquels on impose des interprétations précises, strictement orientées des œuvres littéraires. À l'attention des écrivains, il y a aussi l'action « Travailleurs dans la littérature » (*Pracující do literatury*), concours ouvert en 1949 par l'Union des écrivains tchécoslovaques afin de distinguer, sur le modèle soviétique, les écrits engagés (et de piètre qualité) d'une nouvelle classe d'« écrivains socialistes ».

En 1948, année de la mort de Jdanov, commence donc une mise au pas rapide de la culture tchèque, orchestrée par des « créateurs de normes », les uns liés à la politique, d'autres évoluant entre arts et politique : tels les ministres Václav Kopecký (1897-1961) et Zdeněk Nejedlý, ou encore l'idéologue et critique littéraire Ladislav Štoll (1902-1981), appelé parfois, à tort, le Jdanov tchèque. En janvier 1950, L. Štoll prononce son exposé principal, *Trente ans de combats pour la*

Mme Nathalie Roussarie qui, de 1982 à 2007, a assuré avec un total dévouement le secrétariat de l'Association Jan Hus. La cérémonie qui a eu lieu en présence de l'Ambassadeur de France, a permis de souligner l'intensité, la qualité et la continuité des relations franco-tchèques dans le domaine des humanités.

- Jeudi 9 avril 2009, au CEFRES

Jacques Paviot, « Définir la croisade »

Jacques Paviot, professeur d'histoire médiévale à l'Université de Paris 12 Val-de-Marne, s'emploie à circonscrire la définition d'un mot qui n'existait pas Moyen Âge, n'est apparu dans la langue française qu'à la fin du XV^e siècle (Georges Chastellain), s'est répandu au XVIII^e et surtout au XIX^e siècle, pour finir galvaudé au XX^e : le mot *croisade*, substantif qui, de surcroît, s'emploie généralement au pluriel dans les ouvrages (français et autres) traitant du sujet. Comment l'aborder au singulier ? S'agit-il d'une abstraction, d'un concept indiscernable dont on ne connaîtrait que les manifestations ?

En s'attachant à plusieurs aspects d'une réalité qui a préexisté au nom qui lui est communément attaché aujourd'hui, J. Paviot explore les différentes dénominations ou expressions utilisées, dès le Moyen Âge, pour la désigner et désigner ses acteurs : pèlerins et pèlerinage (qu'il fût pacifique ou armé), porteurs de croix, soldats du Christ...

L'historien aborde en outre les rituels évolutifs attachés à la « prise de croix », notamment le vœu de pèlerinage en réponse à l'appel du Pape, où le salut de l'âme du croisé est assuré par l'octroi des indulgences de croisade – la définition et le fonctionnement de l'indulgence évoluant sensiblement au fil du temps, en fonction de la position du Pape, des financements requis par les croisades... Dans le dernier tiers du

poésie socialiste tchèque, prônant un art antimoderniste, réaliste, non-métaphorique, et portant au pinacle certains poètes de l'entre-deux-guerres – la lignée progressiste de S. K. Neumann et Jiří Wolker – aux dépens d'autres – aussi importants que František Halas ou Konstantin Biebl.

Dans les premières années du régime, il semble donc que se fasse jour une sorte de « partage des tâches » dans le traitement des héritages littéraires et culturels tchèques : Ladislav Štoll pour la première moitié du XX^e siècle, Zdeněk Nejedlý pour le XIX^e. Ce dernier est le grand initiateur de « l'Action Jirásek » (1949 à 1951). La réédition massive de Jirásek (32 volumes, quelque 3 millions de livres au total) en est la réalisation la plus marquante, rendue possible par une souscription publique donnant l'impression (bien illusoire) d'un véritable plébiscite. L'« Action Jirásek » aboutit aussi à l'ouverture d'un musée Jirásek à Prague-Hvězda en 1951. Le romancier historique est alors interprété non seulement comme un auteur littéraire, mais aussi comme un philosophe et surtout un *historien* – ses œuvres étant censées faire office de manuels d'histoire.

Catherine Servant, catherine@cefres.cz

Conférence

- Jeudi 18 décembre 2008, au CEFRES

Fécondité et politiques des âges de la vie en France et dans les pays du Groupe de Visegrad

Colloque international organisé par le CEFRES, les ambassades de France à Prague, Bratislava, Varsovie et Budapest et le GIP SPSI (Santé, Protection Sociale Internationale)

Avec la participation de : Marie-Claude Maurel, Directrice du CEFRES, Eric Trottmann, Conseiller pour les Affaires sociales, ambassades de France à Prague, Bratislava et Budapest, François Delalande, Chargé de mission au GIP, Thomas Buffin, Attaché de Coopération technique et européenne à l'Ambassade de Prague.

Les présentations des intervenants sont disponibles en ligne sur le site du CEFRES : <http://www.cefres.cz/fecondite.php>

XII^e siècle, soit un siècle après la première croisade, le vœu revêt une forme plus ritualisée, après quoi la solennité de la prise de croix reste à peu près inchangée jusqu'au XV^e siècle.

À la faveur de son exploration terminologique, J. Paviot s'inscrit en faux contre une utilisation récente (XX^e siècle), et selon lui abusive car anachronique, de l'expression « guerre sainte » pour qualifier la croisade. Cette catégorie ne lui semble pas pouvoir être appliquée rétroactivement à un Moyen Âge qui se caractérise par la séparation des pouvoirs spirituels et temporels, et où le christianisme n'a pas la vocation de s'imposer en religion universelle ; J. Paviot en veut pour preuve le fait que la papauté n'ait jamais voulu béatifier un croisé. Ses conclusions insistent sur la possibilité d'écrire l'histoire non seulement des croisades, mais de *la* croisade.

Vous pouvez également consulter la liste des publications du CEFRES sur le site du CEFRES [www.cefres.cz/publications.php]

© LA LETTRE DU CEFRES

Les opinions émises dans les comptes rendus des conférences et des débats n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication : Marie-Claude Maurel

Rédaction en chef : Claire Madl et Michel Perottino

cefres@cefres.cz